



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session¹

Nouvelles dates à confirmer

Renforcer la résilience des systèmes alimentaires et agricoles dans le contexte du changement climatique, des conflits et des fléchissements économiques: agir à l'interface entre aide humanitaire, développement et paix en Afrique

Résumé

La prévalence de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne s'est accrue au cours de ces cinq dernières années et a atteint 22,0 pour cent en 2019 (en hausse par rapport aux 21,2 pour cent enregistrés en 2015). Ainsi, 235 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2019, ce qui représente une augmentation de 15,6 pour cent par rapport à 2015. L'Afrique subsaharienne est à présent la seule région du monde où le nombre de personnes extrêmement pauvres s'est accru, passant de 276 millions en 1990 à 413 millions en 2015. Les progrès accomplis au niveau régional au regard des cibles mondiales de nutrition établies par l'OMS sont trop lents pour permettre d'atteindre ces cibles. L'insécurité alimentaire connaît une aggravation générale. Des rapports² indiquent que la variabilité du climat et les phénomènes météorologiques extrêmes, les conflits, ainsi que les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques, ont été les principaux moteurs de cette aggravation et de la persistance de la malnutrition depuis 2014.

La situation s'est encore aggravée en raison de la pire invasion de criquets pèlerins observée ces 25 dernières années et des effets de la pandémie de covid-19, qui ont des répercussions négatives graves et de vaste envergure sur la sécurité alimentaire. Une récente analyse conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) a permis de déterminer que 15 pays africains étaient au bord d'une crise alimentaire due à la covid-19, car les effets de la pandémie aggravent les facteurs de la faim préexistants.

¹ Session initialement prévue du 23 au 27 mars 2020, à Victoria Falls (Zimbabwe).

² FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2019. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019; FAO. 2018. Afrique – Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition.

En Afrique, 70 à 80 pour cent des petits exploitants dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles renouvelables pour ce qui est des revenus, des emplois, de l'alimentation, de la nutrition et du bien-être. Or, les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. En Afrique, ces 10 dernières années, 16 millions de personnes ont été touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes, qui ont provoqué chaque année des dommages estimés à 0,67 milliard d'USD³. Cette situation a entraîné un accroissement de la pression sur les ressources naturelles limitées telles que les terres et l'eau, ainsi qu'une recrudescence des conflits au niveau local, avec des incidences négatives sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les conflits sont considérés comme la cause principale de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en Afrique subsaharienne. En 2018, la région a été le théâtre de 90 conflits, soit le quart de l'ensemble des conflits à l'échelle mondiale. Les données disponibles dans certains pays montrent que la prévalence de la sous-alimentation est deux fois et demie plus élevée dans les pays touchés par une crise prolongée que dans un contexte de développement différent.

Les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques ont également contribué à la progression de la faim et à la persistance de la malnutrition. De 2014 à 2017, de nombreux pays ont été confrontés à une baisse des prix des matières premières, en particulier les pays exportateurs de produits agricoles.

Il s'agit de facteurs distincts mais qui ont une frange commune et sont interdépendants, car ils ont souvent les mêmes incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages et aboutissent aux mêmes résultats. La résilience des systèmes alimentaires et agricoles doit donc impérativement être renforcée aux fins de la réalisation de tous les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier les ODD 1 et 2. Il est urgent qu'une telle opération soit menée de manière coordonnée, cohérente et efficace, au moyen d'approches humanitaires et de démarches axées sur le développement et sur la paix.

La résilience offre un cadre conceptuel et analytique qui permet d'obtenir des résultats concrets et de rassembler les acteurs de l'interface action humanitaire-développement-paix, afin d'œuvrer à la sécurité alimentaire et de mettre en place des systèmes agroalimentaires durables face aux chocs et aux crises. L'intervention humanitaire à court terme est une composante essentielle du renforcement de la résilience. Elle permet d'anticiper les effets des catastrophes et des chocs éventuels, imminents ou en cours, d'y répondre et d'œuvrer au relèvement. Enfin, la mise en place de moyens d'existence viables et résilients face aux crises est cruciale pour préserver les acquis du développement, obtenir des résultats à moyen terme et atteindre les objectifs de développement à long terme.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

La Conférence régionale souhaitera peut-être:

1. convenir que l'aggravation de l'insécurité alimentaire, tant aiguë que chronique, et la persistance de la malnutrition en Afrique subsaharienne au cours de ces dernières années sont largement dues aux effets cumulés de la variabilité du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes, des conflits, des ralentissements de la croissance et des fléchissements économiques;
2. convenir que la détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire a été aggravée par la grave invasion de criquets pèlerins en Afrique de l'Est et les effets de la pandémie de covid-19.
3. donner des avis sur la manière dont des modifications structurelles de l'aide apportée (toutes sources confondues) peuvent permettre de renforcer la résilience dans l'ensemble de l'interface action humanitaire-développement-paix.

³ FAO, 2018. Afrique - Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale

ARC-Secretariat@fao.org

I. Introduction

1. Bien que la faim ait reculé en Afrique subsaharienne pendant une période prolongée, la prévalence de la sous-alimentation s'est accrue, passant de 21,2 pour cent en 2015 à 22,0 pour cent en 2019 (tableau 1). Les pays d'Afrique australe et d'Afrique centrale ont été les plus touchés. Aujourd'hui, en Afrique subsaharienne, 235 millions de personnes environ souffrent de sous-alimentation, ce qui représente une hausse par rapport aux 203 millions recensés en 2015 et aux 222 millions recensés en 2018 (tableau 2). La majorité des personnes sous-alimentées vivent en Afrique orientale et l'augmentation la plus importante du nombre de personnes sous-alimentées au cours de la période 2015-2019 a été enregistrée en Afrique orientale et en Afrique occidentale (tableau 2). La malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans persiste dans l'ensemble des régions⁴. En 2019, les situations d'urgence, qui prennent la forme de conflits, de phénomènes météorologiques extrêmes et de fléchissements économiques, ont plongé 73 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire grave en Afrique subsaharienne⁵.

TABLEAU 1

PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DANS LES SOUS-RÉGIONS DE 2000 À 2019

Sous-régions	2000	2010	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution de 2015 à 2019 (points de pourcentage)
Afrique subsaharienne	28,4	21,3	21,2	21,4	21,4	21,4	22,0	0,8
Afrique centrale	41,7	30,4	28,2	28,8	28,7	29,0	29,8	1,6
Afrique orientale	39,2	28,9	26,9	27,1	26,8	26,7	27,2	0,3
Afrique australe	5,9	5,4	7,0	8,0	7,0	7,9	8,4	1,4
Afrique occidentale	16,0	12,1	14,3	14,2	14,6	14,3	15,2	0,9

Source: FAO.

TABLEAU 2

NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DANS LES SOUS-RÉGIONS DE 2000 À 2019

Sous-régions	Année							Évolution de 2015 à 2019 (millions de personnes)
	2000	2010	2015	2016	2017	2018	2019	
Afrique subsaharienne	181,7	178,3	203,0	210,5	216,3	221,8	234,7	31,7
Afrique centrale	40,1	40,0	43,5	45,8	47,2	49,1	51,9	8,4
Afrique orientale	100,9	98,1	104,9	108,4	110,4	112,9	117,9	12,9
Afrique australe	3,1	3,2	4,4	5,1	4,5	5,2	5,6	1,2
Afrique occidentale	37,6	37,0	50,3	51,2	54,2	54,7	59,4	9,1

Source: FAO.

⁴ Young, H., et Marshak, A. 2018. Persistent global acute malnutrition. Boston, MA: Feinstein International Center, Tufts University.

⁵ FSIN. 2020. 2020 Global Report on Food Crises. Joint Analysis for Better Decisions. Rome, Food Security Information Network.

2. La prévalence du retard de croissance chez les enfants continue de baisser lentement, contrairement à celle de la sous-alimentation, tandis que le nombre réel d'enfants atteints augmente chaque année. La prévalence du retard de croissance est de 29,0 pour cent en Afrique australe et atteint 34,5 pour cent en Afrique orientale. En 2019, 10,6 millions d'enfants (soit 6,31 pour cent) souffraient de malnutrition aiguë dans la région, la plupart d'entre eux (8,41 millions) vivant en Afrique orientale et occidentale. Les progrès accomplis au niveau régional au regard des cibles mondiales de nutrition établies par l'OMS sont trop lents pour permettre d'atteindre ces cibles⁶.
3. Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne est à présent la seule région du monde où le nombre de personnes extrêmement pauvres s'est accru, passant de 276 millions en 1990 à 413 millions en 2015.
4. L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne a connu une aggravation générale à partir de 2014. Dans les analyses⁷ et les documents sur les politiques fournis par les pays membres, dont diverses publications de la FAO (*L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, le *Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées* publié en 2015 par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et le *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, par exemple), trois causes principales ont été identifiées: la variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes; les conflits; les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques. Ces facteurs ont souvent une frange commune et sont également interconnectés, ce qui fait de la sécurité alimentaire un défi encore plus difficile à relever. Les populations des zones arides de l'Afrique, notamment au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, sont de plus en plus exposées aux risques naturels et aux catastrophes liées au climat, aux crises touchant à la filière alimentaire et aux conflits, qui ont souvent une frange commune et s'additionnent, donnant lieu à des crises prolongées. La détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire a été aggravée par la grave invasion de criquets pèlerins en Afrique de l'Est et les effets de la pandémie de covid-19.
5. Le présent document évalue les incidences de ces facteurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et souligne combien il est urgent de mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles résilients qui permettront d'atteindre les ODD, en particulier les ODD 1 et 2. Il exhorte les pays et les gouvernements à prendre conscience de la nécessité de renforcer la résilience de manière coordonnée, cohérente et efficace, au moyen d'approches humanitaires et de démarches axées sur le développement et sur la paix.

II. Conséquences de la variabilité du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes sur la sécurité alimentaire et la nutrition

6. La variabilité du climat et les phénomènes météorologiques extrêmes causent des décès, déplacent des populations et plongent de nombreuses personnes dans le dénuement et la faim. En Afrique, 70 à 80 pour cent des petits exploitants dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles renouvelables (telles que la pêche, la pisciculture et les produits et services forestiers) pour ce qui est de l'emploi, de l'alimentation, de la nutrition et du bien-être. Les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation sont donc particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique⁸. De manière générale, on estime que le secteur de l'agriculture subit plus de 26 pour cent des dégâts et des pertes causés par les phénomènes météorologiques extrêmes et jusqu'à plus de 80 pour cent en période de sécheresse⁹. Au cours des 10 dernières années en Afrique, 16 millions de personnes en moyenne ont été touchées chaque année par des phénomènes météorologiques extrêmes, avec des

⁶ FAO. 2018. Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique.

⁷ De trois éditions du rapport de la FAO sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde et de la Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique.

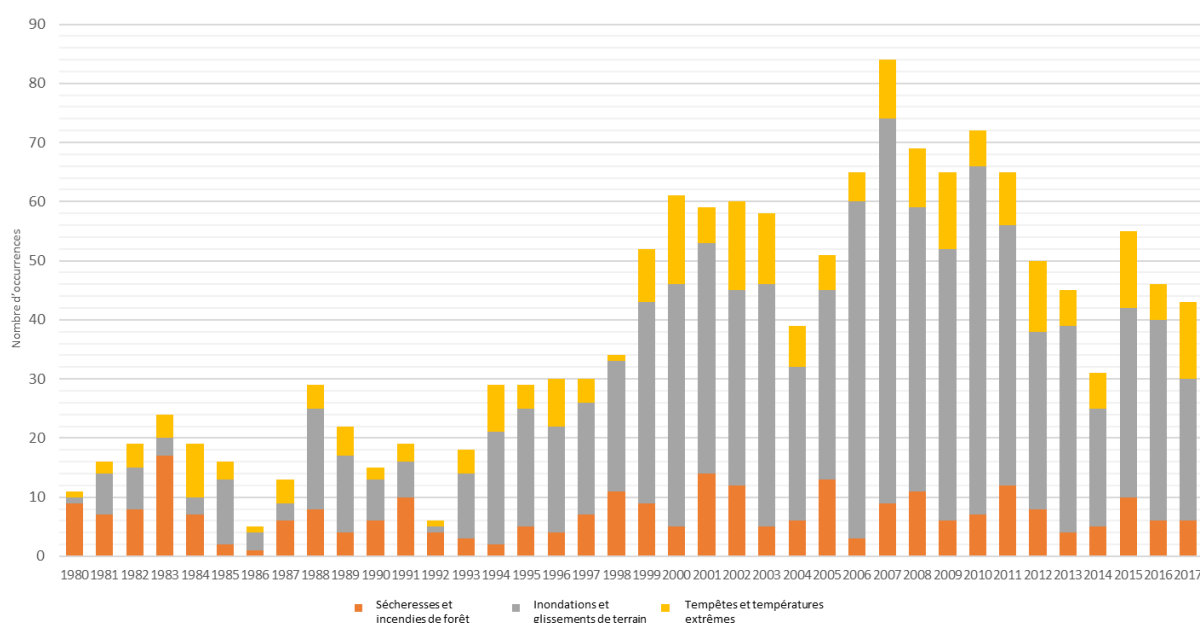
⁸ Moyo, S. (2016). Family farming in sub-Saharan Africa: its contribution to agriculture, food security and rural development. Centre international de politiques pour une croissance inclusive (CIP-CI); document de travail n° 150.

⁹ FAO (2018b). The Impact of Disasters and Crises on Agriculture and Food Security.

dommages estimés à 0,67 milliard d'USD par an¹⁰. Les éléments fournis dans le rapport publié par l'Organisation des Nations Unies en 2018¹¹ montrent que, dans les pays les plus exposés aux phénomènes météorologiques extrêmes, le nombre de personnes sous-alimentées est deux fois plus important que dans les pays moins exposés.

7. Les écosystèmes africains subissent déjà les effets négatifs du changement climatique et on s'attend à ce que ces effets soient encore plus importants à l'avenir. Les populations sont de plus en plus exposées à la variabilité du climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes (températures extrêmes, vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes tropicales, fortes précipitations et inondations), qui accentuent la dégradation des sols, la perte de la biodiversité et la désertification (figure 1)¹².

FIGURE 1
NOMBRE DE CATASTROPHES CAUSÉES PAR DES PHÉNOMÈNES
MÉTÉOROLOGIQUES, HYDROLOGIQUES ET CLIMATIQUES EXTRÊMES EN
AFRIQUE, DE 1980 À 2017*



Source: International Disasters Database (EM-DAT), disponible à l'adresse <https://www.emdat.be/>. Les classifications de l'EM-DAT sont les suivantes: climatique (y compris les sécheresses et incendies de forêts); météorologique (y compris les tempêtes et les températures extrêmes); hydrologique (y compris les glissements de terrain et les inondations).

8. Les sécheresses peuvent avoir des effets dévastateurs sur la production agricole. Lorsque les températures dépassent un certain seuil, même pendant de courtes périodes lors de la phase de développement, les rendements peuvent être compromis^{13,14}. Une étude a montré que les sécheresses et les températures extrêmes peuvent diminuer la production agricole des pays de 9 à 10 pour cent

¹⁰ FAO et CEA. 2019. Afrique – Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition 2018. Lutter contre la menace de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition. FAO, Rome.

¹¹ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome.

¹² *Ibid.*

¹³ Tubiello, F.N., Soussana, J.-F.O. et Howden, S.M., 2007. Crop and pasture response to climate change. Proceedings of the National Academy of Sciences, 104:19686–19690.

¹⁴ Deryng, D., Conway, D., Ramankutty, N., Price, J. et Warren, R. 2014. Global crop yield response to extreme heat stress under multiple climate change futures. Environmental Research Letters, 9: 034011. doi:10.1088/1748-9326/9/3/034011.

en moyenne dans le monde et que les sécheresses récentes ont des incidences plus importantes que les sécheresses antérieures¹⁵.

9. Pour la seule année 2019, 26 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence à la suite de chocs climatiques survenus en Afrique subsaharienne, dont 13,2 millions et 11,2 millions en Afrique orientale et en Afrique australe, respectivement.
10. Les épisodes récents du phénomène El Niño montrent bien les dégâts provoqués par les phénomènes météorologiques extrêmes. L'épisode qui a eu lieu en 2015-2016 a été l'un des plus intenses et des plus étendus enregistrés depuis un siècle. La production végétale et animale et les moyens d'existence agricole ont été perturbés sur l'ensemble de la planète et la sécurité alimentaire et la nutrition de 60 millions de personnes ont été menacées¹⁶. L'Afrique australe était l'une des régions les plus touchées avec une diminution de la production céréalière totale de 21 pour cent en 2015 et de 12 pour cent en 2016. La production de céréales secondaires – principalement de maïs, qui représente près de 80 pour cent de la production céréalière de la sous-région – a connu une baisse de 32 pour cent en 2015 et de 22 pour cent en 2016. À la suite de l'épisode d'El Niño de 2018-2019, on estime à 41,2 millions le nombre de personnes victimes d'insécurité alimentaire dans 13 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en 2019, ce qui représente une augmentation de 28 pour cent par rapport à la période 2017-2018 et 7,4 pour cent de plus que lors de la sécheresse grave provoquée par le phénomène El Niño en 2015-2016. De même en 2018, le Mozambique a souffert de l'arrivée tardive de la saison des pluies, de périodes sèches et de précipitations irrégulières et 1,8 million de personnes ont nécessité une aide alimentaire d'urgence. En mars et avril 2019, les cyclones Idai et Kenneth ont causé des pertes de récoltes importantes dans certaines des régions les plus productives du nord et du centre du pays, avec des incidences graves sur la sécurité alimentaire au cours de l'année 2019. Au Zimbabwe, les impacts des deux cyclones de la saison 2018-2019 et la sécheresse dévastatrice qui a eu lieu pendant la saison principale de 2019-2020, aggravés par l'hyperinflation et l'instabilité économique, ont plongé quelque 7,7 millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë au début de l'année 2020 – plus des deux-tiers de ces personnes vivent en milieu rural.
11. La pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale aggravent les effets de la vulnérabilité au climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les répercussions sont plus marquées sur les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes enfants, les personnes âgées et les personnes isolées.

III. Conséquences des conflits sur la sécurité alimentaire et la nutrition

12. Les conflits sont une des causes principales de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Ainsi, en 2019, une aide alimentaire d'urgence a été nécessaire pour près de 37 millions de personnes. En ce qui concerne l'incidence et l'intensité des conflits, la tendance est à la baisse depuis le début des années 2000, mais les violences ont repris ces dernières années, ce qui indique une recrudescence des conflits dans le monde. En 2018, l'Afrique subsaharienne a été le théâtre de 90 conflits, soit le quart de l'ensemble des conflits à l'échelle mondiale¹⁷. Les données disponibles dans certains pays montrent que la prévalence de la sous-alimentation est environ deux fois et demie plus élevée dans les pays touchés par une crise prolongée que dans un contexte de développement différent. Les conséquences sur le plan nutritionnel sont encore plus graves: près de 122 millions d'enfant de moins de 5 ans qui souffrent d'un retard de croissance (75 pour cent) vivent dans des pays frappés par des conflits.
13. La plupart des conflits touchent principalement les zones rurales. Ils peuvent causer des dommages au secteur de l'agriculture, perturber la production et les systèmes alimentaires, entraîner la perte des biens et des revenus et avoir des incidences négatives sur la distribution et la consommation de nourriture et sur la sécurité alimentaire au sein des ménages. Les conflits nuisent également à la

¹⁵ Lesk, C., Rowhani, P. et Ramankutty, N. 2016. Influence of extreme weather disasters on global crop production. *Nature*, 529. doi:10.1038/nature16467.

¹⁶ FAO. 2016. 2015–2016 El Niño Early action and response for agriculture, food security and nutrition. Rapport. Projet de document de travail (juillet 2016), mise à jour #9. Rome.

¹⁷ FMI, 2019. Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa, recovery amid elevated uncertainty.

cohésion sociale, fragilisent le capital humain, compromettent le patrimoine naturel et détruisent les biens physiques et économiques. La perturbation ou la destruction des moyens d'existence agricoles sont les principales causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, tant aiguë que chronique.

14. L'égalité entre les hommes et les femmes est une dimension qu'il importe de prendre en considération dans l'évaluation de la manière dont les conflits influent sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les hommes et les femmes ont souvent des rôles et des responsabilités différentes s'agissant d'assurer une alimentation et une nutrition adéquates au niveau des ménages. Les hommes et les jeunes garçons risquent davantage d'être engagés dans les combats et courent plus de risques de se voir enrôlés de force dans des groupes militaires. Lorsque les hommes sont engagés dans des conflits, des pressions plus fortes sont exercées sur les femmes qui doivent gérer l'accès aux aliments, à la nutrition et aux soins de santé dans le ménage.
15. Il existe de nombreux exemples dans lesquels les conflits, associés à d'autres chocs liés au climat ou à la santé, ont été à l'origine de crises sur le plan de la sécurité alimentaire. En République démocratique du Congo, au cours du deuxième semestre de l'année 2018, des conflits survenant dans plusieurs régions du pays, associés à des inondations localisées et à une épidémie de maladie à virus Ébola, ont conduit à une situation dans laquelle 13 millions de personnes nécessitaient une aide alimentaire d'urgence. Plusieurs années de conflits au Soudan du Sud ont perturbé l'agriculture et les activités génératrices de revenus. L'inflation s'est considérablement accrue et 6,1 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2018. Dans le bassin du lac Tchad, neuf années de conflits ont frappé le Nord-Est du Nigeria, le Tchad, le Niger (région de Diffa) et la province de l'Extrême Nord du Cameroun. La Somalie a connu de nombreuses années de conflits et de chocs climatiques et économiques. Au cours des huit dernières saisons, les somaliens ont été frappés de manière répétée par des phénomènes météorologiques qui ont particulièrement touché les populations rurales. En République centrafricaine, les activités économiques ont été perturbées à cause des conflits et une aide alimentaire d'urgence a été distribuée à 1,9 million de personnes en 2018.

IV. Conséquences des ralentissements de la croissance et des fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition

16. Au cours de la période 2015-2019, les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques ont contribué à la progression de la faim et à la persistance de la malnutrition dans de nombreux pays, en particulier les pays exportateurs de produits de base confrontés à la baisse des prix des matières premières¹⁸. La diminution consécutive des recettes et des devises a pesé sur la balance des paiements et a conduit, dans de nombreux cas, à une dépréciation importante de la monnaie. Cela a entraîné une hausse des prix, en particulier dans les pays dont les importations de produits alimentaires dépendent des marchés internationaux.
17. La perte des emplois et la réduction des dépenses des consommateurs ont entraîné une diminution des revenus des ménages, et, de ce fait, un recul de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La hausse des prix a des incidences similaires car elle est à l'origine de la réduction des dépenses des consommateurs. Les effets des ralentissements de la croissance sont également amplifiés par la diminution des services publics et de l'assistance sociale due à la chute des recettes publiques.
18. La nourriture représente une part très importante des dépenses des ménages pauvres. Une hausse des prix, même faible, peut augmenter considérablement l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Face à des revenus plus faibles et/ou à des prix plus élevés, les ménages diminuent leurs dépenses pour des produits qui ne sont pas essentiels. De nombreux ménages se trouvent contraints d'acheter des aliments moins chers et de moins bonne qualité afin de diminuer les dépenses pour l'achat d'aliments riches en nutriments (produits d'origine animale, fruits et légumes), ce qui finit par diminuer la quantité d'aliments consommés.

¹⁸ FAO, UA et CEA. 2019. Africa Regional Overview of Food Security and Nutrition. Containing the Damage of Economic Slowdowns and Downturns to Food Security in Africa. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

19. La diminution de la consommation et une alimentation moins diversifiée font baisser l'apport en calories, en protéines et en micronutriments et font augmenter le risque de dénutrition et de carence en micronutriments qui, à leur tour, peuvent entraîner des troubles divers tels qu'un retard de croissance et une atrophie chez la mère, une mauvaise croissance du fœtus, un poids insuffisant à la naissance et un retard de croissance du bébé. La dénutrition et les carences en micronutriments sont également associés à des morbidités plus élevées de la mère et de l'enfant, ainsi qu'à des troubles du développement cognitif et physique et à des mauvais résultats scolaires, qui conduisent à une productivité et à des salaires plus faibles à l'âge adulte^{19,20,21}. Les faits montrent qu'une baisse du PIB par habitant entraîne une mortalité infantile plus élevée et qu'en Afrique subsaharienne, la mortalité des filles augmente davantage que celle des garçons²².
20. Les ménages réduisent souvent les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation afin de préserver leurs habitudes alimentaires. Ils peuvent également être contraints de vendre des biens, de dépenser leurs économies, de retirer leurs enfants de l'école, d'exploiter des ressources naturelles de manière inappropriée et de mendier ou de voler. Certains membres du ménage peuvent migrer à la recherche d'un emploi ou pour rentrer dans leur village.
21. Les conséquences des crises économiques peuvent être plus graves pour les femmes qui perçoivent généralement des salaires plus faibles et sont souvent les premières à perdre leur emploi²³. Les ménages dirigés par une femme, par exemple, disposent en général de moins de ressources, d'un niveau d'éducation inférieur et de réseaux plus limités. Ils sont donc davantage touchés par des pertes de revenus dus à des chocs de prix des produits alimentaires^{24,25}. Lors de ralentissements de la croissance et de fléchissements économiques, les femmes peuvent être appelées à participer considérablement à la vie active²⁶, afin de générer des revenus. Cette charge de travail supplémentaire réduit le temps dont elles disposent pour les travaux ménagers et les soins aux enfants, qui en pâtissent.
22. Les jeunes sont également particulièrement vulnérables aux répercussions des crises économiques car ils sont souvent employés pour des tâches occasionnelles ou saisonnières et pour des salaires faibles. La pauvreté des travailleurs touche généralement plus de jeunes que d'adultes. En Afrique subsaharienne, près de 67 pour cent des jeunes travailleurs vivent dans la pauvreté²⁷. De nombreux jeunes sont donc victimes d'insécurité alimentaire, y compris lorsqu'ils travaillent.
23. Les répercussions de la variabilité du climat, des phénomènes climatiques extrêmes, des conflits et des ralentissements et des récessions économiques ont été aggravées par l'invasion de criquets pèlerins qui a commencé en Afrique orientale à la fin de 2019 et par les effets de la pandémie de covid-19. Les régions les plus touchées par le criquet pèlerin sont le centre et le nord de la Somalie, le nord et l'est du Kenya, ainsi que le sud, l'est et le nord de l'Éthiopie. Des opérations aériennes et

¹⁹ Walton, E. et Allen, S. 2011. Malnutrition in developing countries. Symposium: Nutrition. *Paediatrics and Child Health*, 21(9): 418-424.

²⁰ Darnton-Hill, I. et Cogill, B. 2010. Maternal and Young Child Nutrition Adversely Affected by External Shocks Such as Increasing Global Food Prices. *The Journal of Nutrition*. Supplément: The Impact of Climate Change, the Economic Crisis, and the Increase in Food Prices on Malnutrition.

²¹ Ferreira, F.H.G. et Schady, N. 2009. Aggregate Economic Shocks, Child Schooling, and Child Health. *The World Bank Research Observer*, 24(2): 147-181.

²² Baird, S., Friedman, J. et Schady, N. 2011. Aggregate Income Shocks and Infant Mortality in the Developing World. *The Review of Economics and Statistics*, 93(3): 847-856.

²³ ONUSIDA. 2012. Impact of the global economic crisis on women, girls and gender equality. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Genève (Suisse).

²⁴ Kumar, N. et Quisumbing, A.R. 2011. Gendered Impacts of the 2007-08 Food Price Crisis. Evidence Using Panel Data from Rural Ethiopia. IFPRI. Document de travail n° 01093. International Food Policy Research Institute, Washington, DC.

²⁵ Holmes, R., Jones, N. et Marsden, H. 2009. Gender vulnerabilities, food price shocks and social protection responses. Background note. Londres, Overseas Development Institute.

²⁶ Bhalotra, S. et Umaña-Aponte, M. 2009. Distress work amongst women? Micro data evidence from 66 developing countries on women's work participation as an insurance device. Department of Economics, University of Bristol, Bristol (Royaume-Uni).

²⁷ OIT. 2018. Emploi et questions sociales dans le monde. Tendances 2018. Genève (Suisse).

terrestres de lutte à grand échelle ont été menées par les gouvernements avec l'aide de la FAO, ce qui a permis d'atténuer l'impact des criquets sur les pâturages et les cultures, mais de vives inquiétudes demeurent en ce qui concerne les moyens d'existence dans la sous-région.

24. La pandémie de covid-19, une des crises mondiales les plus importantes depuis des générations, provoque d'importantes récessions économiques et empêche les populations d'accéder aux aliments. La pandémie continue de perturber les moyens d'existence et fait progresser la pauvreté et la faim, les pays déjà touchés par des crises alimentaires ou ceux qui sont extrêmement vulnérables aux chocs étant dans la situation la plus grave. Une récente analyse conjointe de la FAO et du PAM a permis de déterminer que 15 pays africains étaient au bord d'une crise alimentaire due à la covid-19, car les effets indirects de la pandémie aggravent les facteurs de la faim préexistants.

V. Renforcer la résilience face à la variabilité du climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux conflits et aux fléchissements économiques

25. Les conflits, la variabilité du climat, les phénomènes météorologiques extrêmes et les fléchissements économiques se répercutent de la même façon sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages et ont les mêmes résultats. Les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes, par exemple, perturbent les activités économiques, en particulier dans les régions rurales, et peuvent donner lieu à des fléchissements économiques. Ces facteurs ont tous pour effet d'augmenter l'insécurité alimentaire et l'instabilité sociale et politique et contribuent de diverses manières à l'aggravation des conflits.
26. Dans certaines régions du Sahel, par exemple, les chocs liés au climat ont poussé les bergers, dont le pouvoir est limité au sein des structures publiques, à migrer plus tôt et pour des périodes plus longues, en suivant des itinéraires différents des parcours habituels. Leur migration peut alimenter des disputes locales autour de l'accès aux ressources naturelles telles que les pâturages et l'eau et provoquer une recrudescence de la violence. Par conséquent, les causes de l'insécurité alimentaire n'ont pas seulement une frange commune mais leurs incidences négatives peuvent aussi se renforcer mutuellement.
27. La coopération et l'aide internationales sont essentielles afin de gérer les crises et les chocs, dont les causes et les effets sont observés à l'échelle régionale, voire mondiale. La FAO s'emploie à renforcer la résilience en aidant les pays à adopter une approche multirisques et intersectorielle visant à: i) gérer les crises et les risques de catastrophe; ii) surveiller les risques de crise et de catastrophe au moyen de systèmes d'alerte rapide; iii) réduire la vulnérabilité des communautés aux crises et aux risques de catastrophe; iv) se préparer et réagir aux crises et aux catastrophes.
28. La résilience des moyens d'existence agricoles et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle passe nécessairement par un renforcement des structures de gouvernance et par l'inclusion de considérations sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition à court terme et à long terme dans les politiques, les législations et, plus largement, l'environnement propice à la gouvernance. Les gouvernements doivent renforcer les capacités et la gouvernance au niveau national afin de promouvoir des politiques, des stratégies et des plans aux fins de la réduction des risques et de la gestion des crises. À la suite d'une réunion des ministres africains de l'agriculture tenue à la mi-avril 2020 et dont l'objectif était d'examiner les interventions en cours et d'autres actions prioritaires visant à minimiser les effets de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire, une équipe spéciale a été mise en place pour superviser la mise en œuvre des principales mesures, notamment pour prêter un appui coordonné et systématique dans les zones où la sécurité alimentaire est devenue critique en raison de la covid-19, l'accent étant mis sur les pays qui font face à de multiples menaces, comme ceux de l'Afrique orientale qui est touchée par l'invasion de criquets pèlerins.
29. Les systèmes de surveillance associés à des systèmes d'alerte rapide sont essentiels afin de prévoir l'apparition de dangers climatiques et leurs répercussions sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition. Ils sont particulièrement utiles lorsque des alertes émises dans des délais courts contribuent à déclencher des processus de prise de décisions précis et des actions immédiates à tous les niveaux institutionnels, y compris au sein des communautés. Dans le cadre de l'Alliance globale pour l'Initiative résilience et de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, la

FAO, le PAM et d'autres partenaires soutiennent le Cadre Harmonisé, qui est un système d'alerte rapide pour la sécurité alimentaire et la nutrition au Sahel. Dans le cadre du plan mondial d'intervention humanitaire dans le contexte de la covid-19, la FAO met actuellement en place des collectes et des analyses de données, afin de suivre les facteurs de risque dans les chaînes d'approvisionnement locales et de déterminer les tendances émergentes dans 20 pays africains.

30. Les petits producteurs et opérateurs du secteur de la transformation doivent impérativement avoir accès aux technologies et aux outils qui permettent aux agriculteurs de mettre en application les bonnes pratiques avérées, notamment dans le cadre d'écoles pratiques d'agriculture. Il faut également investir dans des infrastructures qui résistent aux aléas climatiques, tant au niveau local que national. Les faits montrent également que les solutions fondées sur la nature (telles que la plantation de forêts de mangrove afin de protéger les régions côtières des inondations, la restauration des terres et la conservation des eaux et des sols) sont des outils importants qui permettent de réduire la vulnérabilité et de prévenir et d'atténuer les effets des événements climatiques.
31. Des données probantes fondées sur l'expérience africaine montrent que les programmes de protection sociale contribuent efficacement à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, à améliorer la nutrition grâce à la diversification des régimes alimentaires, à renforcer le capital humain en permettant aux ménages d'investir dans l'éducation et dans la santé et à faciliter l'inclusion sociale, économique et politique des plus pauvres et des plus vulnérables. Des études d'impact ont confirmé que les programmes de transferts monétaires permettaient d'obtenir une augmentation de 10 à 30 pour cent des dépenses d'alimentation chez les ménages participant à ces études au Kenya, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. Dans de nombreux cas, les ménages augmentaient leurs dépenses pour des aliments d'origine animale, en particulier la viande et les produits laitiers, ce qui améliorait la nutrition. Les ménages bénéficiaires investissaient en outre dans des activités agricoles, ce qui leur permettait de produire davantage et d'améliorer leur consommation alimentaire grâce à la production domestique.
32. Les programmes mis en place par les institutions sur le long terme aux fins de la protection sociale sont de plus en plus répandus et leur importance pour remédier à des situations d'urgence et de crise est de plus en plus reconnue. Les programmes d'aide sociale qui protègent les populations frappées par les conflits, les chocs climatiques ou les fléchissements économiques sont appelés «programmes de protection sociale en réaction aux chocs et tenant compte des risques». Lorsque des plans de protection sociale sont en place, la FAO contribue à leur alignement sur les analyses des risques et les systèmes d'alerte en cas de danger, afin d'en augmenter l'efficacité.
33. La FAO aide les autorités nationales à élaborer d'autres plans de protection sociale qui démarrent à peine. L'Organisation collabore, par exemple, avec le gouvernement de la République fédérale de Somalie, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à l'élaboration d'un plan de protection sociale global, étayé par de nombreux enseignements et expériences tirés des programmes humanitaires reposant sur une aide en espèces. Dans le cadre des interventions liées à la covid-19, la FAO contribue à l'élargissement de l'accès à une protection sociale tenant compte des risques et réactive face aux chocs dans plusieurs contextes de crise alimentaire.

VI. Renforcer l'interface action humanitaire-développement-paix

34. Dans le cadre de l'interface action humanitaire-développement-paix, il est essentiel de fournir de l'aide humanitaire, de répondre aux besoins en réduisant les risques et les vulnérabilités et de soutenir les efforts de prévention. Cette approche demande donc de renforcer la cohérence des politiques mises en œuvre et de l'action menée par les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix²⁸ en s'appuyant sur des programmes mondiaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Sommet mondial sur l'action humanitaire, la recommandation formulée dans ce domaine par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les programmes régionaux tels que le Programme 2063, le programme pour la paix, la sécurité et le développement

²⁸ Recommandation du Comité d'aide au développement concernant l'interface action humanitaire-développement-paix, OCDE 2019.

durables en Afrique, la Déclaration de Malabo, etc. Les secteurs doivent collaborer de manière plus efficace en adoptant une approche systémique afin de s'attaquer aux causes multiples de la fragilité et de la vulnérabilité, au moyen de l'action conjuguée de divers partenaires. Les analyses communes de pays, l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable et la formulation de résultantes communes offrent aux parties prenantes des secteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix des espaces de dialogue qui permettront d'aboutir à une analyse et un programme communs, participatifs et inclusifs.

35. Il est indispensable d'investir dans une **analyse multidimensionnelle commune** de la situation, en ce qui concerne les risques et vulnérabilités actuels et potentiels liés aux dimensions politique, économique, sociale, environnementale et de sécurité. Une telle analyse doit également inclure des questions transversales fondamentales telles que la parité hommes-femmes, la jeunesse et la protection (y compris le principe consistant à ne pas nuire) et contribuera à établir un ensemble de priorités qui reposent sur des éléments factuels, des données et/ou des fondements scientifiques. La FAO a participé à l'élaboration d'outils analytiques qui permettent d'établir une meilleure analyse de la situation. Par ailleurs, des outils de programmation aux fins de l'analyse et de la prise en compte des conflits permettent d'améliorer considérablement l'analyse de la situation, parallèlement aux autres outils disponibles en interne ou en externe.
36. Une **programmation commune** pour les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix (gouvernements, Organisation des Nations Unies, donateurs, et acteurs et communautés œuvrant aux niveaux local, national et international) est indispensable pour obtenir des résultats collectifs concrets qui réunissent des réponses à court terme, des résultats à moyen terme et des objectifs de développement à long terme²⁹. Il sera ainsi possible d'améliorer la cohérence, la complémentarité et la synergie entre les institutions chargées de missions multiples, en tirant le meilleur parti de leurs avantages comparatifs et de leurs mandats³⁰. L'approche commune doit être fondée sur une démarche qui inclut l'ensemble de la société et s'attache à «ne laisser personne de côté». Le rôle du gouvernement est également important dans le cadre de ce processus, mais doit respecter les principes humanitaires. La FAO possède de nets avantages comparatifs s'agissant de soutenir les systèmes alimentaires et de s'appuyer sur ces systèmes afin d'offrir des résultats différents et pertinents sur les plans des inégalités sociales, de la parité hommes-femmes, de la jeunesse, de la crise alimentaire, etc.
37. Le secours humanitaire, les programmes de développement et les contributions à la paix locale ne sont pas des processus linéaires. Ils sont requis simultanément, selon le contexte et en respectant les principes de l'action humanitaire. Un juste équilibre doit impérativement être atteint entre les domaines de l'humanitaire, du développement et de la paix. La façon dont ces domaines sont intégrés est également déterminante. Une approche de type interface ne doit pas empêcher de fournir, en temps utile et là où cela est nécessaire, une assistance humanitaire reposant sur des principes, ni justifier un recul du développement. De la même façon, la paix doit s'inscrire dans le cadre d'approches communautaires qui s'attaquent aux causes profondes et ne sont pas seulement axées sur la sécurité. Plus important encore, il s'agira d'intégrer plus soigneusement et de manière plus cohérente la prise en compte des conflits et le renforcement des capacités locales pour la paix, afin de véritablement mettre en œuvre l'approche «triple» que représente l'interface action humanitaire-développement-paix. La démarche proposée n'est cependant pas seulement programmatique ou conceptuelle, elle est également liée à la restructuration en cours de l'architecture de l'aide, qui modifie la manière dont l'aide est planifiée et financée.

VII. Messages clés

38. La collaboration entre les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix, sous l'impulsion d'approches telles que l'interface action humanitaire-développement-paix, contribue à sensibiliser davantage les populations à la multiplicité des risques auxquels elles sont confrontées et à faciliter

²⁹ D'après le guide «HDP companion piece» (projet de texte final du 19 janvier 2019).

³⁰ UNSDG et IASC. Key messages on the Humanitarian-Development Nexus and its links to Peace, 22 mars 2019.

la reconnaissance des enjeux communs et des interconnexions qui existent entre les risques climatiques et les risques d'origine humaine. La mise en œuvre d'une triple interface qui interagit avec les facteurs responsables de la fragilité et s'attaque à ces facteurs exige d'aller au-delà des cadres existants tels que ceux-ci sont actuellement structurés. Il importe d'intégrer la prise en compte des conflits et le renforcement des capacités locales de manière plus mesurée et plus cohérente et de se pencher sur la façon d'aborder la complexité et les besoins des groupes vulnérables, tant dans leur vie quotidienne qu'en situation de crise.

39. De telles perspectives peuvent notamment améliorer la gestion des ressources naturelles au sein des groupes d'identité autochtone ou contribuer à la cohésion sociale par le biais d'activités agricoles qui permettent de renforcer les contacts humains. L'accent doit être mis sur une collaboration plus étroite axée sur l'obtention de résultats collectifs, en vue de réduire la vulnérabilité et les risques auxquels sont confrontées les communautés vivant dans des pays sujets aux crises. Au cours de ces dernières années, la FAO a considérablement renforcé son engagement auprès du Fonds pour la consolidation de la paix, en établissant des partenariats avec un certain nombre d'organismes, de fonds et de programmes des Nations Unies en vue de la mise en œuvre des projets du Fonds. Les clubs d'écoute communautaires Dimitra font partie des bonnes pratiques destinées à la résolution de conflits au Sahel.
40. L'aide publique au développement doit être restructurée afin de renforcer la résilience de manière efficace sur l'ensemble de l'interface action humanitaire-développement-paix. De nombreuses interventions à l'appui de la résilience et du maintien de la paix bénéficient, par exemple, de l'aide publique au développement et des efforts consentis par les pays. L'aide consacrée à la prévention des conflits et au maintien de la paix demeure cependant limitée. La majeure partie de l'aide fournie aux pays en situation de conflit ou de crise prolongée consiste en une assistance humanitaire et n'est pas affectée aux mesures prévues dans le cadre de l'interface action humanitaire-développement-paix. De même, en moyenne annuelle, moins de 5 pour cent des fonds de l'aide humanitaire sont consacrés à la préparation aux catastrophes et à la prévention de celles-ci et moins de 1 pour cent de ces fonds sont envoyés aux pays qui en ont le plus besoin. En 2010 et en 2011, tous secteurs confondus, environ 0,4 pour cent de l'aide publique au développement a été investie dans la réduction des risques de catastrophe.
41. L'aide humanitaire doit être mieux intégrée à l'aide au développement au moyen de processus de planification pluriannuels qui favorisent un engagement à plus long terme de la part des donateurs. Une part plus importante de l'aide publique au développement doit être consacrée à l'alimentation et à l'agriculture, ainsi qu'à la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, dans des contextes fragiles et touchés par des conflits qui, selon les données disponibles, ne reçoivent qu'une faible part du financement. Enfin, les interventions portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition ont plus de chances d'avoir des effets durables sur l'instauration de la paix lorsqu'elles sont mises en œuvre dans le cadre d'une série d'interventions plus larges et multisectorielles, avant, pendant et après le conflit. À cet égard, le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19, qui est exhaustif et global, a été conçu pour limiter en amont et de manière durable les effets socioéconomiques de la pandémie. Dans le droit fil de l'approche des Nations Unies qui consiste à «reconstruire en mieux» et aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, il vise à atténuer les répercussions immédiates de la pandémie, tout en renforçant la résilience à long terme des systèmes alimentaires et des moyens d'existence.
42. Afin de renforcer la résilience des pays et des populations face aux chocs, les gouvernements doivent effectuer des investissements stratégiques à plus long terme. Il convient de s'employer davantage à limiter la dépendance à l'égard de quelques produits de base et à réduire les inégalités géographiques. Il est également indispensable d'investir dans une économie diversifiée et de promouvoir une transformation structurelle inclusive afin de parvenir à la stabilité sociale et à une croissance large et inclusive, à plus long terme.
43. L'établissement de partenariats régionaux et internationaux est fondamental afin de gérer et de réduire les risques face à la variabilité du climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes car ceux-ci peuvent contribuer à l'apparition de conflits en compromettant les moyens d'existence, la

sécurité alimentaire et la nutrition. Le Réseau mondial contre les crises alimentaires, lancé lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire par l'Union européenne, la FAO et le PAM, est une alliance qui s'emploie à lutter contre les crises alimentaires du point de vue de l'humanitaire et du développement et à s'attaquer à leurs causes profondes, tout en étudiant les moyens d'améliorer les perspectives de paix au niveau local. Le partenariat a pour objectif de promouvoir une meilleure coordination entre toutes les parties concernées grâce à un consensus sur les analyses et à l'établissement de programmes stratégiques en faveur d'une utilisation plus efficace des ressources, avec pour objectif de satisfaire les besoins croissants, de renforcer les réponses communes et de trouver des solutions durables aux crises alimentaires.